



HAL
open science

Chronique de l'Est (janvier - décembre 2020)

Laurent Léothier

► **To cite this version:**

Laurent Léothier. Chronique de l'Est (janvier - décembre 2020). Lettre de l'Est (Aix-en-Provence), 2021. halshs-03249606

HAL Id: halshs-03249606

<https://shs.hal.science/halshs-03249606v1>

Submitted on 4 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHRONIQUE DE L'EST
(JANVIER – DECEMBRE 2020¹)

¹ Cette chronique ne prend pas en compte les événements du Covid-19 à proprement parler.

ASIE CENTRALE

Élections présidentielles, législatives et locales au Tadjikistan. Le 1^{er} mars 2020 se sont tenues des élections législatives et locales. Les résultats de ces élections sont sans surprise : le Parti populaire démocratique du Président Rahmon a obtenu plus de 50% des voix, tandis que les partis d'opposition autorisés à se présenter n'ont pas obtenu les 5% nécessaires afin d'être représentés au Parlement. Le 1^{er} octobre se sont tenues les élections présidentielles qui, ici aussi, n'ont donné lieu à aucun suspense : le Président Emomali Rahmo, au pouvoir depuis vingt-huit ans, est réélu avec 90% des voix sans qu'aucune opposition ne puisse émerger.

Crise politique au Kirghizistan. Le 4 octobre 2020 se tiennent des élections législatives qui voient la victoire des partisans du Président Jeenbekov. Les partis d'opposition refusent de reconnaître les résultats et des manifestants prennent le contrôle de plusieurs édifices gouvernementaux. Ils libèrent de prison, l'opposant Sadyr Japarov qui est nommé Premier ministre. Ne parvenant pas à ramener le calme dans le pays, le Président Jeenbekov annonce le 15 octobre démissionner de son poste. Sadyr Japarov assure l'intérim jusqu'à de nouvelles élections présidentielles.

BALKANS

Élections législatives au Monténégro. Le 30 août 2020 se sont tenues les élections législatives qui sont marquées une forte progression des partis politiques pro-serbes. À l'issue du scrutin, c'est la première fois que le Parti démocratique socialiste n'obtient pas la majorité absolue depuis la fin de la Yougoslavie. Il est distancé par la coalition attrape-tout pro-serbe Pour le futur du Monténégro. Après que le président de la République ait revendiqué la victoire pour les socialistes dont il est issu, c'est finalement un gouvernement dirigé par Zdravko Krivokapić, chef de file de la coalition

populiste, qui devient Premier ministre à la tête d'un gouvernement sans les socialistes et majoritaire d'une seule voix au Parlement.

Crise politique en Bulgarie. Depuis juillet 2020, le Premier ministre de centre-droit Boiko Borissov se retrouve confronté à d'importantes manifestations dans tout le pays pour dénoncer la corruption endémique de la classe politique. À la suite d'une perquisition au domicile du président de la République, les manifestants envahissent les rues. Après avoir opéré un remaniement, il propose de démissionner en échange du maintien de son parti au pouvoir jusqu'aux législatives de 2021, mais cette proposition est rejetée par les manifestants. Il propose alors une série de réformes dont la convocation d'une Grande Assemblée nationale pour rédiger une nouvelle Constitution, mais cette proposition se heurte au refus du président de la République. Paralysé, le pouvoir fait usage des mesures de restriction de déplacement pour limiter la propagation du Covid-19 pour mettre un terme aux manifestations.

Élections législatives en Macédoine du Nord. Le Premier ministre social-démocrate pro-européen, Zoran Zaev, est contraint de remettre sa démission à la suite du veto français à l'engagement de la procédure d'adhésion à l'Union européenne. Des élections législatives sont organisées de manière anticipée le 15 juillet 2020 qui consacre une courte victoire des pro-européens. Les partis nationalistes soutenus par la Russie enregistrent une très forte poussée, tout comme les partis albanophones. Zoran Zaev se maintient comme Premier ministre avec le soutien des partis albanophones.

Manifestations populaires et élections législatives en Serbie. Après plusieurs mois de report en raison de la propagation de l'épidémie de Covid-19, les élections législatives ont lieu en Serbie le 21 juin 2020. Elles consacrent la victoire éclatante (plus de 60% des voix) de la coalition du président Aleksandar Vučić. Au début du mois de

juillet, de violentes manifestations éclatent à Belgrade pour protester contre les mesures de reconfinement et la mise en place d'un couvre-feu, alors que la presse révèle que le gouvernement aurait dissimulé près de deux tiers des décès survenus dans le pays.

Podcast. Culture monde, *France culture*, « Balkans : l'élargissement à bout de souffle », 4 février 2020.

PAYS BALTES

Lancement d'une monnaie virtuelle en Lituanie. C'est une première mondiale : la Banque centrale de Lituanie a lancé en juillet 2020 la première monnaie numérique. Elle est le premier pays à opérer une telle révolution, devançant la Chine toujours en phase de test. La Lituanie est le premier État à se lancer dans ce projet qui vise avant tout à faciliter la consommation et la sécurité des utilisateurs sur internet. L'expérience menée par Facebook (Libra) n'a pas rencontré le succès espéré en raison des suspicions liées à l'utilisation des informations personnelles par le géant du net.

Visite officielle du président français en Lituanie. Emmanuel Macron a effectué une visite officielle de deux jours en Lituanie. Cette visite a été marquée par une cérémonie de dépôt de gerbe au cimetière d'Antalkanis, par un débat avec des étudiants à l'Université de Vilnius ainsi qu'une visite aux militaires français stationnés dans le pays. Cette visite traduit le retard de la diplomatie française concernant l'Europe de l'Est, alors que l'Allemagne se recentre toujours davantage vers son *Mitterland*. Les liens encore ténus avec les anciennes Républiques socialistes d'Europe de l'Est (à l'exception notable de la Roumanie et de la Pologne) peinent à se renforcer.

Alternance politique en Estonie. Le gouvernement du Premier ministre centriste Jüri Ratas est empêtré dans des affaires de corruptions et a multiplié les maladroites diplomatiques en affichant son soutien à Donald Trump. Il est poussé à la démission

le 13 janvier 2021. Kaja Kallas, issue du parti de la réforme, lui succède. Elle est la première femme à devenir Premier ministre de ce pays, à la tête d'une coalition regroupant le parti de la réforme et le parti du centre.

Podcast. Culture monde, *France culture*, « De Vilnius à Tallinn : contenir la Russie », 7 février 2020.

CAUCASE

Guerre du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le 27 septembre 2020, des combats éclatent dans la province du Haut-Karabakh sous souveraineté officielle de l'Azerbaïdjan, mais peuplée majoritairement d'Arméniens orthodoxes. Après plusieurs jours de combats qui engagent également la Turquie qui soutient l'armée azérie, la Russie, puis le groupe de Minsk et enfin les États-Unis tentent d'obtenir un cessez-le-feu, mais sans succès. Après la prise de la ville de Choucha par l'armée azérie le 9 novembre, le Premier ministre arménien se résout à signer un accord qualifié de capitulation par le président azéri. L'accord prévoit la réunion d'une commission spécialisée pour fixer une frontière physique entre cette région et l'Arménie. La majeure partie du Haut-Karabakh, qui bénéficiait d'un statut d'autonomie, passe sous le contrôle de l'Azerbaïdjan, tandis que l'armée russe assure le contrôle du Corridor de Latchin qui relie l'Arménie au restant du Haut-Karabakh qui n'est pas passé sous le contrôle de l'armée azérie. À la suite de cet accord, la population arménienne réclame la démission du Premier ministre Nikol Pachinian, qualifié de traître. Afin de sauver son gouvernement, le Premier ministre organise une importante manifestation pour dénoncer un éventuel coup d'État préparé par les généraux arméniens favorables à un retour à l'ancien régime. Ce coup de bluff pousse Nikol Pachinian à convoquer des élections anticipées pour le mois de juin 2021, alors

qu'elles étaient normalement prévues pour 2023.

EUROPE CENTRALE

Aggravation de la violation de l'État de droit en Hongrie. Le 30 mars 2020, le Parlement hongrois adopte une loi renforçant les pouvoirs du Premier ministre Victor Orban afin de gérer la crise du Covid-19. Cette loi, dénoncée par l'opposition, permet entre autres au gouvernement de légiférer par décret et d'abroger certaines lois. Le Parlement adopte également une loi dite *salade* en raison de son aspect fourre-tout, et qui rend impossible tout changement de sexe à l'état civil. Cette loi contredit les engagements internationaux de la Hongrie. Durant l'été, une série de limogeage et de démission de journalistes est intervenue en raison des enquêtes menées sur la corruption des proches du Premier ministre. Le journal en ligne index.hu (devenu telex.hu) perd son caractère indépendant en raison du limogeage de son rédacteur en chef. Or, la Cour suprême hongroise condamne l'État à payer des indemnités aux populations Roms, et la CJUE condamne également la Hongrie pour la fermeture de l'université d'Europe centrale.

Élection présidentielle en Pologne. Prévues pour le mois de mars, elles sont finalement décalées à la hâte à la fin du mois de juin. Ce report est critiqué par l'ensemble des Premiers ministres et présidents de la République encore vivants à l'exception du parti Droit et Justice (PiS). Après une rocambolesque décision du Tribunal constitutionnel (composée majoritairement de juges nommés par le PiS), les élections voient la victoire du président sortant du PiS, Andrzej Duda, avec 51% des voix sur le maire de Varsovie, à la tête de la Coalition civique réunissant tous les opposants au PiS à l'issue du premier tour. L'entre-deux-tours est marqué par la violence des arguments échangés : le PiS accusant le maire de Varsovie d'être le candidat de l'étranger. À l'issue du scrutin, la carte électorale de la Pologne apparaît coupée en deux : l'Ouest

du pays et les grandes villes votent majoritairement pour le maire de Varsovie, l'Est du pays et les espaces ruraux votent très majoritairement pour le PiS.

Restriction du droit à l'avortement en Pologne. Le Tribunal constitutionnel a restreint le recours à l'avortement dans le pays en octobre 2020 en supprimant l'article de la loi autorisant les femmes à recourir à cette pratique en cas de malformation de l'embryon. Ce phénomène conduit à l'augmentation de plus en plus importante du recours à l'avortement clandestin dans le pays.

EUROPE DE L'EST

Signature de l'accord entre la Roumanie et l'Allemagne sur les travailleurs maraîchers. En pleine crise du Covid-19, l'Allemagne et la Roumanie concluent un accord afin de permettre la venue de travailleurs roumains malgré la fermeture des frontières. Ces derniers sont préposés aux récoltes maraîchères (notamment de l'asperge de Thuringe). 300.000 travailleurs émigrés sont concernés par la mesure, malgré le faible niveau de rémunération et la pénibilité de l'emploi sept jours sur sept.

« **Bon baiser de Russie** ». Au début de la crise du Covid-19, la Russie s'illustre par l'envoi de matériel médical, notamment à l'Italie, malgré les sanctions imposées par l'UE au régime russe. À la fin du mois de mars, le gouvernement annonce une semaine de congés payés qui est ensuite prolongée jusqu'à la fin du mois d'avril afin de lutter contre la propagation du virus. Cette solution est mise en place sans aide de l'État aux entreprises pour financer ce congé exceptionnel. Plus de la moitié des entreprises – notamment dans l'hôtellerie – est menacée de faillite. La récession est estimée entre 5 et 10% du PIB. Un plan pour le système de santé est mis sur pied par le gouvernement, mais il laisse de côté les régions périphériques.

Gestion de la crise du Covid-19 par les nouvelles technologies en Russie. Le maire de Moscou met en place, fin avril, une application de monitoring afin de contrôler la propagation du virus. Son installation devient obligatoire, et les autorités se voient en capacité de dresser des contraventions à distance (plus de 54.000 verbalisations pour environ 60.000 utilisateurs). Plus de deux mille recours sont déposés devant les tribunaux moscovites pour dénoncer cette application dont même le Conseil russe des droits de l'homme souligne les problématiques de mise en œuvre.

Réforme constitutionnelle « Poutine forever » et contestations populaires et électorales en Russie. Au mois de juin, un projet de réforme constitutionnelle est analysé par la Douma afin de remettre à zéro les conteurs au mandat présidentiel de Vladimir Poutine. Un referendum, organisé sur sept jours, valide à 70% la réforme constitutionnelle. Les autorités ont fait pression sur l'administration et les entreprises pour que leurs salariés aillent voter, notamment en organisant un jeu concours avec des lots à gagner lorsqu'on s'est rendu aux urnes.

Durant le mois d'août, l'extrême orient russe connaît une série de manifestations. La ville de Rabarorsk (7.700 km de Moscou) s'embrase à la suite de l'arrestation du gouverneur opposé au parti Russie Unie. Cette arrestation précède une élection inédite dans la ville de Sibérie occidentale de Novo Sibirske qui voit la victoire d'un candidat nationaliste soutenu par le parti d'Alexei Navalny pour faire barrage au candidat du parti Russie Unie et celui du parti communiste.

Chasse à l'homme organisée par le pouvoir tchéchène. Le Président Kadirov, soutenu tacitement par Vladimir Poutine en raison de son action pour contenir les indépendantistes, utilise l'équipe de MMA de la région pour former la future sécurité nationale. Celle-ci est à l'origine d'une série d'assassinats en Europe de personnes ayant obtenu l'asile politique. Au mois de juin

2020, la police autrichienne procède à l'arrestation de plusieurs ressortissants tchéchènes sur son sol.

Élection présidentielle et révoltes populaires en Biélorussie. En août 2020, se sont tenues les élections présidentielles en Biélorussie. Les autorités ont permis la candidature de Svetlana Tikhanovskaïa, femme d'un blogueur et cinéaste emprisonné en raison des critiques formulées contre le régime. À la fin du mois de juillet, plus de 63.000 manifestants se retrouvent à Minsk pour manifester leur mécontentement contre le régime. Au pouvoir de 1994, le président Alexandre Loukachenko remporte le scrutin avec plus de 80% des voix. Svetlana Tikhanovskaïa n'en récolterait que 10%. À la suite de la proclamation des résultats des centaines de manifestants, arborant un drapeau blanc et rouge – symbole de la Biélorussie indépendante – envahissent les rues pour contester les déclarations officielles. Le régime réprime très violemment ces manifestations. Internet est ralenti, voire coupé, les journalistes internationaux sont interdits. Craignant pour sa sécurité, Svetlana Tikhanovskaïa se réfugie en Lituanie. Un conseil de transition, dirigé par la prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch, est mis en place par l'opposition à Alexandre Loukachenko.

Podcast. Affaires étrangères, *France culture*, « Navalny, Biélorussie : la méthode Poutine », 5 septembre 2020.

Reportage. Werner Herzog, *Rendez-vous avec Mikhaïl Gorbatchev*, ARTE, 2020.

UNION EUROPEENNE

L'Union européenne sanctionne les autorités biélorusses et plusieurs personnalités russes. L'année 2020 a été marquée par l'essor du recours aux sanctions financières notamment à la suite de la crise politique en Biélorussie. L'UE inflige plusieurs séries de sanctions financières frappant les principaux dirigeants

biélorusses, notamment le Président Loukachenko. Dans une moindre mesure, de telles sanctions ont été imposées à plusieurs ressortissants russes après la tentative d'assassinat d'Alexei Navalny.

Sommet UE-Balkans occidentaux. Le quatrième sommet UE-Balkans occidentaux s'est par visioconférence à Zagreb en mai 2020. L'UE y réaffirme son intention de poursuivre l'élargissement aux Balkans, tout en soulignant les efforts à faire en vue de l'intégration. L'UE annonce poursuivre sa politique de coopération dans les domaines relevant de la compétence de l'UE et accorde une aide de 3,3 milliards d'euros.

Adoption d'un plan de relance européen. Lors de Conseil européen qui s'est tenu du 17 au 21 juillet 2020, les 27 ont adopté un plan de relance inédit de 750 milliards d'euros. Favorables au plan, les pays d'Europe centrale et occidentale ont toutefois posé plusieurs conditions : la Hongrie et la Pologne refusent de voir l'octroi des fonds conditionné au respect de l'État de droit, tandis que la République tchèque souhaite que le financement de l'énergie nucléaire ne soit pas exclu du plan. La déclaration commune adoptée par les 27 n'exclut aucune de ces possibilités.

Dissensions diplomatiques entre la Russie et plusieurs pays européens. L'accueil réservé à Alexei Navalny après son empoisonnement tend les relations diplomatiques entre la Russie et l'Allemagne qui soigne l'opposant russe dans une de ses unités intensives. Moscou réplique en expulsant plusieurs diplomates allemands, puis polonais et suédois en raison de leur soutien affiché à l'opposant.